

**MINISTÈRE DES FINANCES
ET MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE**

F. 95 — 679

[S-Mac — 3203]

6 MARS 1995. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'agrément et de contrôle des caisses de crédit agréées par l'Institut national de Crédit agricole

Le Ministre des Finances et le Ministre de l'Agriculture,

Vu l'article 112 de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé,

Arrêtent :

Article unique. Le règlement d'agrément et de contrôle des caisses de crédit agréées par l'Institut national de Crédit agricole, établi par le conseil d'administration de l'établissement précité en sa séance du 26 janvier 1995 et dont le texte figure en annexe du présent arrêté, est approuvé.

Bruxelles, le 6 mars 1995.

Ph. MAYSTADT

A. BOURGEOIS

Annexe de l'arrêté ministériel du 6 mars 1995

**Règlement d'agrément et de contrôle des caisses
par l'Institut national de Crédit agricole S.A.**

Vu la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, entrée en vigueur, en ce qui concerne l'INCA S.A. le 1er novembre 1992;

Vu les statuts de l'INCA S.A. approuvés par arrêté royal du 16 septembre 1992;

Vu notamment l'article 98, alinéa 10, de la loi précitée du 17 juin 1991 qui dispose que l'INCA S.A. "assure l'orientation, la coordination et le contrôle de la gestion des caisses de crédit agréées conformément à l'article 112" ainsi que l'article 4, alinéa 11, des statuts de l'INCA S.A. qui rappelle cette disposition;

Vu l'article 112 de la loi précitée du 17 juin 1991 conférant au conseil d'administration de l'INCA S.A., l'établissement du règlement d'agrément et de contrôle des caisses agréées et indiquant les principes devant être consacrés par ce règlement ainsi que l'article 7 des statuts de l'INCA S.A. qui rappelle cette disposition,

le conseil d'administration de l'INCA S.A., en sa séance du 26 janvier 1995, établit le règlement suivant :

TITRE I. — Définitions

Article 1er. Par la loi du 17 juin 1991, on entend la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé.

Par la loi du 22 mars 1993, on entend la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

Par Groupe Crédit agricole, on entend le groupe d'entreprises formé par l'INCA S.A., les Caisses agréées, les sociétés régionales visées à l'article 44 et toute autre société liée aux entreprises précitées au sens de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit.

**MINISTERIE VAN FINANCIEN
EN MINISTERIE VAN LANDBOUW**

N. 95 — 679

[S-Mac — 3203]

6 MAART 1995. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het erkennings- en controlereglement van de door het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet erkende kredietkassen

De Minister van Financiën en de Minister van Landbouw,

Gelet op artikel 112 van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen,

Besluiten :

Enig artikel. Het erkennings- en controlereglement van de door het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet erkende kredietkassen, vastgesteld door de raad van bestuur van voornoemde instelling op 26 januari 1995, waarvan de tekst als bijlage van dit besluit is gevoegd, wordt goedgekeurd.

Brussel, 6 maart 1995.

Ph. MAYSTADT

A. BOURGEOIS

Bijlage van het ministerieel besluit van 6 maart 1995

**Reglement van erkenning en controle van de kassen
door de N.V. Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet**

Gelet op de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen, in werking getreden voor wat de N.V. NILK betreft op 1 november 1992;

Gelet op de statuten van de N.V. NILK, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 16 september 1992;

Gelet inzonderheid op artikel 98, tiende lid, van de hierboven vermelde wet van 17 juni 1991; naar luid waarvan de N.V. NILK "instaat voor de oriëntering, de coördinatie en de controle over het bestuur van de overeenkomstig artikel 112 erkende kredietkassen", alsmede artikel 4, elfde lid, van de statuten van de N.V. NILK dat deze bepaling herhaalt;

Gelet op artikel 112 van de hierboven vermelde wet van 17 juni 1991, dat de Raad van Bestuur belast met de opstelling van een erkennings- en controlereglement van de erkende kassen en de beginselen vastlegt die dit reglement moeten beheersen, alsmede op artikel 7 van de statuten van de N.V. NILK dat deze bepaling herhaalt,

heeft de Raad van Bestuur van de N.V. NILK in zijn zitting van 26 januari 1995 het volgende reglement vastgesteld :

TITEL I. — Définitions

Artikel 1. Onder de wet van 17 juni 1991 wordt verstaan de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen.

Onder de wet van 22 maart 1993 wordt verstaan de wet van 22 maart 1993 op het statut van en het toezicht op de kredietinstellingen.

Onder de Groep Landbouwkrediet wordt verstaan de groep van ondernemingen gevormd door de N.V. NILK, de erkende kassen, de regionale vennootschappen bedoeld in artikel 44 en alle andere vennootschappen verbonden met de voornoemde vennootschappen in de zin van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de jaarrekeningen van de kredietinstellingen.

TITRE II. — Des conditions d'agrément

Art. 2. Une société, pour être agréée au sens du présent règlement, doit être de forme coopérative et être agréée pour le Conseil national de la coopération. Ses statuts, son règlement d'ordre intérieur, ses règles d'organisation et de fonctionnement internes doivent être conformes à l'article 112 de la loi du 17 juin 1991 et aux prescriptions du présent règlement.

La société doit avoir pour objet le crédit agricole.

Cette société est dénommée ci-après "Caisse agréée".

Les Caisses agréées doivent avoir une vocation universelle, au sens qu'elles ne dépendent pas d'un groupement ou d'une organisation professionnelle mais qu'elles s'adressent à l'ensemble des citoyens ou à certaines catégories de citoyens qu'elles que soient leurs attaches professionnelles ou autres.

Art. 3. Les sociétés doivent, dans leur demande d'agrément, communiquer à l'INCA S.A. leur engagement de respecter les dispositions du présent règlement et les mesures qu'elles comptent prendre pour s'y conformer.

Art. 4. Les Caisses agréées ne peuvent modifier leurs statuts ou leur règlement d'ordre intérieur, se scinder, faire apport à d'autres sociétés de tout ou partie de leur activité ou de leur patrimoine, prendre une participation, se dissoudre anticipativement, ni fusionner avec d'autres sociétés, sans l'autorisation préalable du conseil d'administration de l'INCA S.A.

Art. 5. Les statuts des Caisses agréées prévoient une clause de sauvegarde permettant de suspendre ou d'interdire le remboursement des parts de coopérateurs et la distribution de dividendes au cas où les intérêts du Groupe Crédit agricole sont mis en péril.

Les Caisses agréées ne peuvent distribuer à leurs parts sociales des dividendes dont le taux est supérieur à celui fixé à l'article 1er, paragraphe 2, 6°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives ou des sociétés coopératives.

Art. 6. Sur proposition du Comité de Direction, le conseil d'administration de l'INCA S.A. agrée les Caisses ou refuse l'agrément.

Dès son agrément, la Caisse peut effectuer les opérations et activités prévues à l'article 27 du présent règlement.

L'agrément peut cependant comprendre des conditions et des restrictions quant à l'exercice de ces opérations et activités, quant à la durée ou quant au territoire sur lequel la caisse agréée peut effectuer ces opérations et activités.

Art. 7. La décision par laquelle le conseil d'administration de l'INCA S.A. refuse l'agrément est motivée.

Art. 8. Avant tout nouvel agrément, le conseil d'administration de l'INCA S.A. consulte les Caisses déjà agréées sur l'opportunité de celui-ci.

TITRE III. — Des fonds propres

Art. 9. Le capital souscrit de chaque Caisse agréée doit être entièrement libéré.

Le total du capital de chaque Caisse agréée doit s'élever au minimum à 250 millions de francs.

Les fonds propres de chaque Caisse agréée ne peuvent devenir inférieurs au montant prévu à l'alinéa précédent.

Il ne peut être procédé au remboursement de parts ou à une distribution de dividendes s'il en résultera qu'une Caisse agréée ne respecterait plus les coefficients de fonds propres établis en vertu de l'article 43 de la loi du 22 mars 1993.

TITRE IV. — De l'orientation de la gestion des caisses agréées**CHAPITRE Ier. — Principes généraux**

Art. 10. Les Caisses agréées se conforment dans leur gestion, leurs opérations et leur organisation, aux instructions de l'INCA S.A.

Art. 11. L'organisation de la gestion et de la direction des Caisses agréées, sans préjudice des autres dispositions du présent règlement, répond aux principes suivants :

1. Un conseil d'administration assume les actes d'administration et de disposition de la Caisse agréée.

TITEL II. — Erkenningsoverwaarden

Art. 2. Om erkend te worden in de zin van dit reglement moet een vennootschap onder coöperatieve vorm zijn opgericht en erkend zijn door de Nationale Raad voor de Coöperatie. Haar statuten, haar huishoudelijk reglement, haar organisatie- en interne functioneringsregels moeten conform zijn aan artikel 112 van de wet van 17 juni 1991 en aan de voorschriften van dit reglement.

De vennootschap moet het landbouwkrediet tot doel hebben.

Deze vennootschap wordt hierna genoemd "erkende kas".

De erkende kassen hebben een universele zending in die zin dat ze niet afhangen van een groepeling of van een beroepsvereniging maar zich richten tot het geheel der burgers of tot zekere categorieën van burgers ongeacht hun beroeps- of andere relaties.

Art. 3. In de aanvraag tot erkenning moeten de vennootschappen aan de N.V. NILK hun verbindenis mededelen dat ze de bepalingen van dit reglement zullen naleven alsmede de maatregelen die ze zullen treffen om eraan te voldoen.

Art. 4. De erkende kassen mogen hun statuten of hun huishoudelijk reglement niet wijzigen, zich niet splitsen, hun werkzaamheden of hun vermogen niet geheel noch gedeeltelijk inbrengen in andere vennootschappen, geen participaties nemen, zich niet voortijdig ontbinden noch een fusie aangaan met andere vennootschappen, zonder voorafgaandelijke toelating van de raad van bestuur van de N.V. NILK.

Art. 5. De statuten van de erkende kassen bevatten een vrijwarings-clausule die toelaat de terugbetaling van de coöperatieve aandelen en de uitkering van dividenden op te schorten of te verbieden, indien de belangen van de Groep Landbouwkrediet in gevaar zijn.

De erkende kassen mogen aan hun maatschappelijke aandelen geen dividenden uitkeren waarvan de rentevoet hoger ligt dan deze vastgesteld door artikel 1, paragraaf 2, 6°, van het Koninklijk Besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van coöperatieve vennootschappen.

Art. 6. Op voorstel van het Directiecomité, verleent of weigert de raad van bestuur van de N.V. NILK de erkenning.

Vanaf haar erkenning kan de Kas de verrichtingen en activiteiten voorzien in artikel 27 van dit reglement uitoefenen.

De erkenning kan voorwaarden en beperkingen bevatten met betrekking tot de uitoefening van die verrichtingen en activiteiten, tot de duurtijd of tot het gebied waarin de erkende kas die verrichtingen en activiteiten mag uitoefenen.

Art. 7. De beslissing tot weigering van een erkenning door de raad van bestuur van de N.V. NILK wordt gemotiveerd.

Art. 8. Voor elke nieuwe erkenning raadpleegt de raad van bestuur van de N.V. NILK de reeds erkende kassen over de opportunité ervan.

TITEL III. — Eigen middelen

Art. 9. Het geplaatste kapitaal van elke erkende kas moet volledig volgestort zijn.

Het totale kapitaal van elke erkende kas bedraagt minstens 250 miljoen frank.

De eigen middelen van elke erkende kas mogen niet dalen beneden het in het voorgaande lid bepaalde bedrag.

De aandelen mogen niet worden terugbetaald en er mogen geen dividenden worden uitgekeerd indien hierdoor de erkende kas niet langer zou voldoen aan de coëfficiënten voor de eigen middelen zoals voorzien in artikel 43 van de wet van 22 maart 1993.

TITEL IV. — Orléaniëteit van het bestuur van de erkende kassen**HOOFDSTUK I. — Algemene beginselen**

Art. 10. De erkende kassen schikken zich voor hun bestuur, hun verrichtingen en hun organisatie naar de richtlijnen van de N.V. NILK.

Art. 11. De organisatie van het bestuur en de leiding van de erkende kassen beantwoordt, zonder afbreuk te doen aan de andere bepalingen van dit reglement, aan de volgende beginselen :

1. Een raad van bestuur staat in voor de daden van bestuur en beschikking van de erkende kas.

2. Sous réserve de l'approbation préalable de l'INCA S.A., les Caisses agréées peuvent déléguer à deux gérants ou directeurs les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition. Ces gérants ou directeurs peuvent cumuler cette fonction avec celle de gérant ou de directeur d'une autre Caisse agréée, de sociétés régionales ou de leurs filiales.

Art. 12. Des règles d'affiliation au sens de l'article 61 de la loi précitée du 22 mars 1993, peuvent prévoir l'installation d'une structure opérationnelle de décision unique entre l'INCA S.A. et les Caisses agréées à laquelle pourront être délégués les pouvoirs d'administration et de disposition visés à l'article 11, 2°.

CHAPITRE II. — Des assemblées générales des Caisses agréées.

Art. 13. A la demande du Comité de Direction de l'INCA S.A., des points sont inscrits à l'ordre du jour des assemblées générales des Caisses agréées. Un membre du Comité de Direction de l'INCA S.A. assiste à l'assemblée générale en tant qu'observateur.

CHAPITRE III. — Du conseil d'administration des Caisses agréées

Section 1re.

Des membres des conseils d'administration des Caisses agréées

Art. 14. Le conseil d'administration des Caisses agréées doit être constitué de manière à sauvegarder son indépendance vis-à-vis de tout groupe de pression, syndicat ou organisation quelconque. A cet effet, les statuts des Caisses agréées doivent prévoir des dispositions très précises afin de garantir la neutralité du Conseil vis-à-vis de l'ensemble de la population rurale susceptible de constituer la clientèle de l'INCA S.A. et de ses Caisses agréées.

Le nombre de mandats d'administrateurs réservés aux représentants des organisations professionnelles agricoles ou horticoles ne peut dépasser la moitié des mandats du conseil.

Art. 15. Ne pourront être administrateurs des Caisses agréées les personnes liées par un contrat d'emploi avec une société du Groupe Crédit agricole, ni les membres du Comité de Direction de l'INCA S.A., ni les agents délégués des Caisses agréées, ni les personnes représentant ou ayant des affinités avec des entreprises concurrentes du Groupe Crédit agricole.

Ne pourront également être administrateurs, les personnes visées à l'article 19 de la loi du 22 mars 1993.

Art. 16. Les candidats aux postes d'Administrateurs des Caisses agréées doivent disposer de l'honorabilité professionnelle, de compétences nécessaires et de l'expérience adéquate dans les domaines agricole, horticole, bancaire, économique ou financier pour exercer ces fonctions.

La présentation de ces candidatures se fait sur liste double rédigée par le conseil d'administration de la Caisse agréée.

Art. 17. La limite d'âge des Administrateurs des Caisses agréées est fixée à 67 ans. Les exceptions déjà admises avant l'entrée en vigueur du présent règlement sont maintenues sans que ces exceptions puissent aller au-delà de l'achèvement du mandat en cours au moment où la limite d'âge est atteinte.

Art. 18. Les candidatures aux postes d'administrateur doivent être notifiées à l'INCA S.A. par le conseil d'administration de la Caisse agréée, trente jours au moins avant la date de l'assemblée générale (ou du conseil d'administration lorsque celui-ci peut en vertu des statuts pourvoir à un mandat d'administrateur vacant) appelée à statuer sur ces candidatures.

Art. 19. Le conseil d'administration de l'INCA S.A. peut réuser tout candidat qui ne satisfait pas aux conditions requises par les articles 14 à 17 du présent règlement dans les quinze jours de la notification. La récusation doit être motivée. Elle est notifiée à la Caisse agréée dans les cinq jours de la décision de récusation.

En ce cas, le conseil d'administration de la Caisse agréée notifie la candidature d'un autre candidat. En l'absence d'une telle notification dans les trente jours, ou si cette candidature est récusée selon les formes et délais prévus à l'alinéa premier, le Comité de Direction de l'INCA S.A. est habilité à prendre les mesures d'interventions prévues à l'article 36, 2°.

Art. 20. Par une décision s'appuyant sur des motifs graves pour violation des articles 14 à 17 du présent règlement, le conseil d'administration de l'INCA S.A. peut enjoindre à l'assemblée générale la révocation d'un ou

2. Onder voorbehoud van de voorafgaandelijke goedkeuring door de N.V. NILK, mogen de erkende kassen aan twee geranten of directeurs de meest uitgebreide bevoegdheden toekennen om alle daden van bestuur en beschikking te stellen. Deze geranten of directeurs mogen deze functie cumuleren met de functie van gerant of directeur bij een andere erkende kas, bij regionale vennootschappen of bij een filiaal.

Art. 12. De aansluitingsregels, in de zin van artikel 61 van de wet van 22 maart 1993, kunnen voorzien in de installatie van een enige operationele beslissingsstructuur tussen de N.V. NILK en de erkende kassen, waaraan de in artikel 11, 2°, bedoelde machten van bestuur en beschikking kunnen worden gedelegerd.

HOOFDSTUK II. — Algemene vergaderingen van de erkende kassen

Art. 13. Op vraag van het Directiecomité van de N.V. NILK worden punten opgenomen op de agenda van de algemene vergaderingen van de erkende kassen. Een lid van het Directiecomité van de N.V. NILK neemt als waarnemer deel aan de algemene vergadering.

HOOFDSTUK III. — Raad van bestuur van de erkende kassen

Afdeling 1

Leden van de raad van bestuur van de erkende kassen

Art. 14. De raad van bestuur van de erkende kassen moet derwijze samengesteld zijn dat zijn onafhankelijkheid gevrijwaard wordt jegens drukkingsgroepen, syndicaten en om het even welke organisaties. Daartoe moeten de statuten van de erkende kassen precieze maatregelen inhouden om de neutraliteit van de Raad te waarborgen tegenover het geheel van de rurale bevolking die de potentiële cliëntèle uitmaakt van de N.V. NILK en zijn erkende kassen.

Het aantal mandaten voorbehouden aan de vertegenwoordigers van de land- en tuinbouwberoepsverenigingen mag de helft van het aantal mandaten in de Raad niet overschrijden.

Art. 15. Noch de werknemers van een vennootschap van de Groep Landbouwkrediet, noch de leden van het Directiecomité van de N.V. NILK, noch de gevormde agenten van de erkende kassen, noch de personen die concurrerende ondernemingen van de Groep Landbouwkrediet vertegenwoordigen of er banden mee hebben, kunnen bestuurder zijn bij de erkende kassen.

Kunnen ook geen bestuurder zijn, de personen bedoeld in artikel 19 van de wet van 22 maart 1993.

Art. 16. De kandidaten voor bestuurdersmandaten van de erkende kassen moeten professioneel betrouwbaar zijn, beschikken over de nodige bekwaamheden en passende ervaring inzake landbouw, tuinbouw, bankaire, economische of financiële aangelegenheden.

De kandidaten worden voorgedragen op een dubbele lijst opgesteld door de raad van bestuur van de erkende kassen.

Art. 17. De leeftijdsbegrenzing voor de bestuurders wordt vastgesteld op 67 jaar. De reeds voor de inwerkingtreding van dit reglement aanvaarde uitzonderingen blijven gehandhaafd zonder dat deze uitzonderingen verder mogen gaan dan het einde van het mandaat dat loopt op het ogenblik waarop de leeftijdsbegrenzing bereikt wordt.

Art. 18. Van de kandidaturen voor de functie van bestuurder moet door de raad van bestuur van de erkende kas aan de N.V. NILK worden kennis gegeven, ten minste dertig dagen voor de datum van de Algemene Vergadering (of van de raad van bestuur indien deze volgens de statuten bevoegd is om in een vacante mandaat te voorzien), die zich over deze kandidaturen moet uitspreken.

Art. 19. Binnen de 15 dagen na de kennisgeving kan de raad van bestuur van de N.V. NILK elke kandidaat weigeren die niet voldoet aan de voorwaarden van de artikelen 14 tot 17 van dit reglement. De weigering moet gemotiveerd zijn. Van deze weigering wordt aan de erkende kas kennis gegeven binnen de vijf dagen na de beslissing van weigering.

In dit geval geeft de raad van bestuur van de erkende kas kennis van een nieuwe kandidaat. Bij ontstentenis van een dergelijke kennisgeving binnen de dertig dagen of bij weigering van deze kandidaat in de vorm en termijnen voorzien in het eerste lid, is het Directiecomité van de N.V. NILK gerechtigd de maatregelen te treffen voorzien in artikel 36, 2°.

Art. 20. De raad van bestuur van de N.V. NILK kan bij een ernstige inbreuk op de artikelen 14 tot 17 van dit reglement de algemene vergadering voorstellen het mandaat van een of meerdere bestuurders van de

de plusieurs administrateurs des Caisses agréées de leurs fonctions dans le délai qu'il détermine; la décision du conseil d'administration de l'INCA S.A. est communiquée par lettre recommandée à la Caisse agréée.

Section 2. — Du fonctionnement du conseil d'administration

Art. 21. En toute circonstance, le conseil d'administration des Caisses agréées privilégiera l'intérêt du Groupe Crédit agricole.

Art. 22. Un membre du Comité de Direction de l'INCA S.A. assiste aux réunions du conseil d'administration des Caisses agréées et peut annuler les décisions qui sont contraires aux dispositions de la loi précitée du 17 juin 1991, à la loi précitée du 22 mars 1993, aux prescriptions de la Commission Bancaire et Financière, aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, au présent règlement d'agrément et de contrôle, aux statuts et règlement d'ordre intérieur des Caisses agréées et en particulier à l'intérêt général du Groupe Crédit Agricole. A sa demande, des points sont inscrits à l'ordre du jour.

Art. 23. Un administrateur ayant un intérêt personnel direct ou indirect à la prise d'une décision doit le déclarer et s'abstenir de participer aux débats et au vote.

CHAPITRE IV. — Des gérants ou directeurs des Caisses agréées

Art. 24. Les directeurs ou gérants sont nommés et révoqués par le conseil d'administration des Caisses agréées sur avis conforme du Comité de Direction de l'INCA S.A.

Par une décision s'appuyant sur des motifs graves et notamment pour violation de l'article 25 du présent règlement, le Comité de Direction de l'INCA S.A. peut enjoindre au conseil d'administration la démission de ses fonctions d'un directeur ou gérant de leurs fonctions dans le délai qu'il détermine, la décision du Comité de Direction de l'INCA S.A. est communiquée par lettre recommandée au Président de la Caisse agréée.

Art. 25. Les directeurs ou gérants d'une Caisse agréée doivent bénéficier de l'honorabilité professionnelle et de l'expérience adéquate pour exercer ces fonctions.

Art. 26. Ne peuvent, en tout cas, exercer les fonctions de membres du Comité de Direction, de directeurs ou de gérants, les personnes visées à l'article 19 de la loi du 22 mars 1993.

TITRE V. — Du champ d'activités des caisses agréées

Art. 27. Les Caisses agréées peuvent traiter toutes opérations de crédit agricole et prêter, au bénéfice des agriculteurs et entreprises agricoles et aux personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public et aux associations exerçant une activité en rapport avec l'agriculture, tous autres services de banque qui leur étaient autorisés au 1er novembre 1992. Elles peuvent dispenser leurs crédits et services aux destinataires précités à des fins non professionnelles.

Elles peuvent poursuivre au profit de leur clientèle d'épargnantes et de tiers les activités et services de banque qui étaient autorisés au 1er novembre 1992. Un règlement établi par le conseil d'administration de l'INCA S.A. et soumis à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre de l'Agriculture peut fixer des règles objectives et contrôlables à respecter par elles, dans le délai qu'il détermine, dans l'exécution de ces activités et services.

Ce règlement peut autoriser les Caisses agréées à exercer, dans le respect de règles objectives et contrôlables qu'il fixe et qui sont applicables dans le délai qu'il détermine, d'autres activités bancaires et financières que celles prévues aux alinéas 1er et 2.

Ce règlement peut également restreindre le champ des activités prévues aux alinéas 2 et 3 lorsque, sur le rapport conjoint des commissaires-reviseurs de l'INCA S.A. et d'une Caisse agréée, il est établi que celle-ci ne respecte pas les règles fixées conformément aux alinéas 2 et 3.

Sans préjudice des alinéas 1er, 2 et 4 ci-dessus, ce règlement peut modifier le champ des activités des Caisses agréées pour tenir compte de l'application de l'article 98, alinéa 5, de la loi du 17 juin 1991.

Art. 28. Les Caisses agréées ne peuvent intervenir sur les marchés financiers.

Elles replacent leurs liquidités auprès de l'INCA S.A. suivant des modalités d'instruments, de taux, de durée et d'échéance à convenir.

erkende kassen te herroepen, binnen de door hem bepaalde termijn. De beslissing van de raad van bestuur wordt per aangetekende brief aan de erkende kas medegedeeld.

Afdeling 2. — Werking van de raad van bestuur

Art. 21. In alle omstandigheden verleent de raad van bestuur van de erkende kassen voorrang aan de belangen van de Groep Landbouwkrediet.

Art. 22. Een lid van het Directiecomité van de N.V. NILK neemt deel aan de vergaderingen van de raad van bestuur van de erkende kassen en kan de beslissingen vernietigen die strijdig zijn met de bepalingen van de wet van 17 juni 1991, de wet van 22 maart 1993, de voorschriften van de Commissie voor het Bank- en Financiewezien, de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, dit erkenning- en controlerreglement, de statuten en het huishoudelijk reglement van de erkende kassen en in het bijzonder met het algemeen belang van de Groep Landbouwkrediet. Op zijn vraag worden punten op de agenda geplaatst.

Art. 23. Een bestuurder die een rechtstreeks of een onrechtstreeks belang heeft bij een beslissing moet dit melden en zich onthouden van deelname aan de debatten en de stemming.

HOOFDSTUK IV. — Geranten of directeurs van de erkende kassen

Art. 24. De directeurs of geranten worden benoemd en ontslagen door de raad van bestuur van de erkende kassen op eenluidend advies van het Directiecomité van de N.V. NILK.

Met een beslissing getroffen om gewichtige redenen en onder meer om reden van niet-voldoen aan artikel 25 van dit reglement, kan het Directiecomité van de N.V. NILK de raad van bestuur gelasten een directeur of een gerant uit zijn functie te ontzetten, binnen de termijn die het bepaalt. De beslissing van het Directiecomité van de N.V. NILK wordt bij aangetekende brief aan de voorzitter van de erkende kas medegedeeld.

Art. 25. De directeurs of geranten van een erkende kas moeten professioneel betrouwbaar zijn en beschikken over de passende ervaring om die functie uit te oefenen.

Art. 26. Mogen, in geen geval, directeur of gerant zijn, de personen bedoeld in artikel 19 van de wet van 22 maart 1993.

TITEL V. — Werkingsfeer van de erkende kassen

Art. 27. De erkende kassen mogen alle landbouwkredietverrichtingen afhandelen en, ten behoeve van de landbouwers en de landbouwondernemingen en van de natuurlijke personen of privaatrechtelijke en publiekrechtelijke rechtspersonen en van verenigingen met een met de landbouw verwaard bedrijf, alle andere bankdiensten verrichten die hun toegelaten waren op 1 november 1992. Zij mogen hun kredieten en diensten verstrekken aan voornoemde personen voor extra-professionele doeleinden.

Zij mogen in het voordeel van hun spaarderscliënteel en van derden het bankbedrijf en de bankdiensten blijven uitoefenen die op 1 november 1992 toegelaten werden. Een door de raad van bestuur van de N.V. NILK vastgesteld en door de Minister van Financiën en van Landbouw goedgekeurd reglement kan vaststellen welke objectieve en controleerbare regels zij moeten naleven binnen de termijn die dit bepaalt, bij de uitvoering van deze werkzaamheden en diensten.

Dat reglement kan de erkende kassen toestaan om, met naleving van de objectieve en controleerbare regels die dit bepaalt en die gelden binnen de termijn die dit bepaalt, andere bank- en financiële werkzaamheden te verrichten dan bedoeld in het eerste en tweede lid.

Dat reglement kan tevens het in het tweede en derde lid bedoelde werkterrein beperken indien in het gezamenlijke verslag van de commissarissen-revisoren van de N.V. NILK en van een erkende kas wordt gesteld dat laatstgenoemde de overeenkomstig het tweede en derde lid vastgestelde regels niet naleeft.

Onvermindert de bepalingen van het eerste, tweede en vierde lid, kan het reglement het werkterrein van de erkende kassen wijzigen om rekening te houden met de toepassing van artikel 98, vijfde lid, van de wet van 17 juni 1991.

Art. 28. De erkende kassen mogen niet tussenkomen op de financiële markten.

Ze herplaatsen hun liquide middelen bij de N.V. NILK volgens af te spreken modaliteiten op het vlak van instrumenten, rente, duurtijd en vervaldagen.

Art. 29. L'INCA S.A. gère la trésorerie, les remplacements et les flux financiers des Caisses agréées et des sociétés régionales.

Art. 30. L'INCA S.A. concorde l'usage, à l'exclusion de toute autre, par les Caisses agréées, de la dénomination "Crédit Agricole", "Landbouwkrediet" et "Landwirtschaftskredit" dans leurs opérations commerciales.

Cette concession prend fin en cas de retrait d'agrément.

Les Caisses agréées mentionnent leur agrément par l'INCA S.A. dans leurs statuts et dans leurs titres, effets, documents, correspondance et publicité.

Art. 31. Les Caisses agréées se conforment dans l'exercice de leurs activités de dépôts, de placement et de crédits, aux instructions du Comité de Direction de l'INCA S.A. notamment quant aux modalités de taux, de durée, d'échéance et de tarification.

Art. 32. Les Caisses agréées participent conjointement au financement du système de protection des dépôts auquel adhère l'INCA S.A. La contribution de chaque partie se fait au prorata de leurs engagements garantis.

TITRE VI. — De l'exercice du contrôle, du retrait de l'agrément et des mesures d'intervention, de la renonciation à l'agrément et de la liquidation d'une caisse agréée

CHAPITRE Ier. — De l'exercice du contrôle

Art. 33. Les Caisses agréées se soumettent quant à leur gestion, à leur situation et à leur comptabilité au contrôle permanent de l'INCA S.A. qui dispose à cette fin des pouvoirs d'investigation et d'information les plus larges. L'INCA S.A. peut prendre connaissance de tous procès-verbaux, actes, documents, comptes ou dossiers. Ce contrôle de l'INCA S.A. vise le respect par chaque Caisse individuellement des dispositions de la loi précitée du 17 juin 1991, de la loi précitée du 22 mars 1993, des prescriptions de la Commission Bancaire et Financière, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, du présent règlement d'agrément et de contrôle, des statuts et du règlement d'ordre intérieur des Caisses agréées et en particulier la sauvegarde de l'intérêt général du Groupe Crédit agricole.

Les services comptables de l'INCA S.A. assurent la comptabilité des opérations des Caisses agréées et des autres sociétés visées à l'article 1er.

Les activités directes et indirectes des Caisses agréées sont soumises au contrôle du département Audit de l'INCA S.A.

Art. 34. Le Comité de Direction de l'INCA S.A. approuve les conventions-types de mandat avec les agents délégués et leurs modifications avant signature par les intéressés.

En cas de non-approbation, la question peut être portée à l'ordre du jour du conseil d'administration de l'INCA S.A. à la demande de la partie la plus diligente.

CHAPITRE II

Du retrait de l'agrément et des mesures d'intervention.

Art. 35. Au cas où il constate qu'une Caisse agréée :

- prend des décisions qui sont contraires à la loi, à ce règlement ou à ses statuts;
- met en danger la gestion, la position financière ou la bonne fin de ses engagements;
- ne dispose pas des structures de gestion ou de l'organisation administrative nécessaire;
- refuse de collaborer aux instructions du Comité de Direction de l'INCA S.A. ou d'y donner suite;
- ou ne remplit plus les conditions pour être agréée,

Le Comité de Direction de l'INCA S.A. fixe le délai dans lequel il doit être remédié à la situation constatée.

Art. 36. Au cas où la situation n'est pas redressée dans le délai conformément aux instructions du Comité de Direction, le conseil d'administration de l'INCA S.A., sur proposition du Comité de Direction, peut suivant le cas,

1. désigner un commissaire spécial.

Dans ce cas, l'autorisation écrite, générale ou spéciale de celui-ci est requise pour tous les actes et décisions de tous les organes de la Caisse

Art. 29. De N.V. NILK beheert de thesaurie, de wederbelegging en de financiële stromen van de erkende kassen en de regionale vennootschappen.

Art. 30. De N.V. NILK vergunt het gebruik van de benaming "Landbouwkrediet", "Crédit Agricole", "Landwirtschaftskredit", bij uitsluiting van elke andere, door de erkende kassen bij hun commerciële handelingen.

Deze vergunning vervalt bij intrekking van de erkenning.

De erkende kassen vermelden hun erkenning door de N.V. NILK in hun statuten en in hun titels, effekten, documenten, briefwisseling en reclame

Art. 31. De erkende kassen richten zich in de uitvoering van hun verrichtingen met betrekking tot deposito's, beleggingen en kredieten naar de instructies van het Directiecomité van de N.V. NILK, in het bijzonder wat betreft de modaliteiten op het vlak van rente, duurtijd, vervaldagen en tarificatie.

Art. 32. De erkende kassen nemen gemeenschappelijk deel aan de financiering van het depositobeschermingsysteem, waarbij de N.V. NILK aansluit. De bijdrage van elke partij gebeurt naar verhouding van haar gewaarborgde verbintenissen.

TITEL VI. — Uitvoering van de controle, intrekking van de erkenning en interventiemaatregelen, afstand van de erkenning en vereffening van een erkende kas

HOOFDSTUK I. — Uitvoering van de controle

Art. 33. De erkende kassen onderwerpen zich voor hun bestuur, hun positie en hun boekhouding aan de permanente controle van de N.V. NILK die daartoe over de ruimste onderzoeks- en informatiebevoegdheden beschikt. De N.V. NILK kan kennis nemen van alle notulen, acten, documenten, rekeningen en dossiers. Deze controle door de N.V. NILK beoogt de naleving door elke erkende kas individueel van de bepalingen van de wet van 17 juni 1991, de wet van 22 maart 1993, de voorschriften van de Commissie voor het Bank- en Financiewezien, de gecoördineerde wetten op de handelvennootschappen, dit erkennings- en controlereglement, de statuten en het huishoudelijk reglement van de erkende kassen en in het bijzonder de vrijwaring van het algemeen belang van de Groep Landbouwkrediet.

De boekhoudingen van de N.V. NILK staan in voor de boekhouding van de verrichtingen van de erkende kassen en de andere in artikel 1 beoogde vennootschappen.

De rechtstreekse en onrechtstreekse activiteiten van de erkende kassen zijn onderworpen aan de controle van het Auditdepartement van de N.V. NILK.

Art. 34. Het Directiecomité van de N.V. NILK verleent zijn goedkeuring aan de typemandatoevereenkomsten en de wijzigingen ervan alvorens de betrokkenen ondertekenen.

Bij niet-goedkeuring kan de zaak worden ingeschreven op de agenda van de raad van bestuur van de N.V. NILK en dit op verzoek van de meest gerechte partij.

HOOFDSTUK II

Interventiemaatregelen en intrekking van de erkenning

Art. 35. Indien het Directiecomité van de N.V. NILK vaststelt dat de erkende kas :

- beslissingen neemt die strijdig zijn met de wet, dit reglement of haar statuten;
- het beleid, de financiële positie of de goede afloop van haar verbintenissen in gevaar brengt;
- niet beschikt over de nodige beheersstructuren of administratieve organisatie;
- weigert mee te werken aan de instructies van het Directiecomité van de N.V. NILK, of uitvoering eraan te geven;
- of niet meer voldoet aan de voorwaarden om te worden erkend, bepaalt het de termijn waarin de vastgestelde toestand moet verholpen zijn.

Art. 36. Indien na deze termijn de toestand niet is rechtgezet overeenkomstig de instructies van het Directiecomité, kan de raad van bestuur van de N.V. NILK op voorstel van het Directiecomité, volgens het geval,

1. een bijzondere commissaris aanwijzen.

In dit geval, is zijn algemene of bijzondere geschreven toelating vereist voor elke handeling of beslissing van alle organen van de erkende kas, met

agrée, y compris l'assemblée générale, et pour ceux des personnes chargées de la gestion; le conseil d'administration de l'INCA S.A. peut toutefois limiter le champ des opérations soumises à autorisation.

Le commissaire spécial peut soumettre à la délibération de tous les organes de la Caisse agréée, y compris l'assemblée générale, toutes propositions qu'il juge opportunes.

Les membres des organes d'administration et de gestion et les personnes chargées de la gestion qui accomplissent des actes ou prennent des décisions sans avoir recueilli l'autorisation requise du commissaire spécial sont responsables solidairement du préjudice qui en est résulté pour la Caisse agréée ou les tiers.

Le conseil d'administration de l'INCA S.A. peut désigner un commissaire suppléant;

2. enjoindre le remplacement des administrateurs, directeurs ou gérants de la Caisse agréée dans un délai qu'il détermine et, à défaut d'un tel remplacement dans ce délai, substituer à l'ensemble des organes d'administration et de gestion de la Caisse agréée un ou plusieurs administrateurs ou gérants provisoires qui disposent, seuls ou collégialement selon le cas, des pouvoirs des personnes remplacées. Cette substitution est opposable aux tiers dans les conditions prévues à l'article 10 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le conseil d'administration de l'INCA S.A. peut, à tout moment, remplacer le ou les administrateurs ou gérants provisoires, soit d'office, soit à la demande d'une majorité des actionnaires ou associés lorsqu'ils justifient que la gestion des intéressés ne présente plus les garanties nécessaires;

3. suspendre pour une période déterminée l'exercice direct ou indirect de tout ou partie des activités de la Caisse agréée, ou interdire cet exercice, ou limiter le territoire géographique des activités, ou limiter l'agrément dans le temps;

4. retirer l'agrément. Dans ce cas, le conseil d'administration peut ordonner la suppression immédiate de toutes les conditions privilégiées accordées par l'INCA S.A.

La Commission bancaire et financière est tenue informée des mesures prises.

Art. 37. Les dispositions de l'article 40, deuxième alinéa, c et troisième alinéa relatives à la renonciation à l'agrément sont d'application en cas de retrait d'agrément.

Art. 38. Les contraventions ou manquements et les mesures visées à l'article 36 sont portés à la connaissance de la Caisse agréée.

Les responsables de la Caisse incriminée peuvent par lettre recommandée dans un délai de 15 jours communiquer par écrit leurs observations relatives aux griefs formulés ou demander une audition par le conseil d'administration ou ceux de ses membres qu'il délègue à cet effet.

Cette audition doit avoir lieu dans les 15 jours de la demande d'audition. L'invitation à l'audition est communiquée par lettre recommandée à la Caisse agréée.

Il est tenu procès-verbal de cette audition. Ce procès-verbal est communiqué par lettre recommandée à la Caisse agréée dans les 15 jours de l'audition. La Caisse agréée dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations éventuelles sur le procès-verbal.

Aucun retrait d'agrément visé à l'article 35 ne peut être pris avant l'expiration du délai de 15 jours prévu à l'alinéa 2 du présent article ou, s'il y a demande d'audition, dans les 15 jours de la communication du procès-verbal.

Ces formes et délais sont prescrits à peine de nullité du retrait d'agrément sauf si leur violation résulte du fait de la Caisse agréée.

Art. 39. Les membres du conseil d'administration et les directeurs ou gérants d'une Caisse agréée qui posent des actes ou prennent des décisions contraires aux mesures prises, sont solidairement responsables du dommage qui en découle pour la Caisse ou pour les tiers.

Au cas où l'INCA S.A. a fait connaître la mesure aux annexes du Moniteur belge, les actes et décisions qui vont à l'encontre de la mesure sont nuls.

inbegrip van de algemene vergadering, en van alle personen belast met het bestuur; de raad van bestuur van de N.V. NILK kan evenwel de aan deze toelating onderworpen handelingen beperken.

De bijzondere commissaris kan elk voorstel dat hij nuttig acht voorleggen aan alle organen van de erkende kas, met inbegrip van de algemene vergadering.

De leden van de beheers- en bestuursorganen en de personen belast met het bestuur, die handelingen stellen of beslissingen nemen zonder de vereiste toelating van de bijzondere commissaris zijn solidair aansprakelijk voor het nadeel dat hieruit, voor de erkende kas of voor een derde, voortspruit.

De raad van bestuur van de N.V. NILK kan een plaatsvervangende commissaris aanwijzen;

2. de vervanging gelasten van bestuurders, directeurs of geranten van de erkende kas binnen een door hem bepaalde termijn en bij ontstentenis van een dergelijke vervanging binnen de vooropgestelde termijn, het geheel van de beheers- en bestuursorganen van de erkende kas vervangen door één of meerdere voorlopige bestuurders of geranten, die naargelang van het geval, alleen of collegiaal over de bevoegdheden van de vervangen personen beschikken. Deze vervanging is tegenstelbaar aan derden onder de voorwaarden van artikel 10 van de gecoördineerde wetten op de handelsvenootschappen.

De raad van bestuur van de N.V. NILK kan, op elk ogenblik, hetzelfd ambtshalve, hetzelfd op vraag van een meerderheid van de aandeelhouders of vennooten, de voorlopige bestuurder of gerant vervangen, wanneer de aandeelhouders of vennooten bewijzen dat het bestuur van de betrokkenen niet meer de nodige waarborgen biedt;

3. de rechstreeks of onrechstreeks uitoefening van alle of een gedeelte van de werkzaamheden van de erkende Kas voor een bepaalde termijn schorsen, of deze uitoefening verbieden, of het geografische gebied van de werkzaamheden beperken, of de erkenning beperken in de tijd;

4. de erkenning intrekken. In dit geval kan de raad van bestuur de onmiddellijke afschaffing gelasten van alle door de N.V. NILK aan de Kas toegestane bevoordeerde condities.

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen wordt van de genomen maatregelen op de hoogte gebracht.

Art. 37. In geval van intrekking van de erkenning, zijn de bepalingen van artikel 40, tweede lid, c en derde lid over de afstand van erkenning, van toepassing.

Art. 38. De erkende Kas wordt met een aangetekende brief in kennis gesteld van de vastgestelde inbreuken of gebreken, en van de in artikel 36 vermelde maatregelen.

De verantwoordelijken van de gelaakte Kas kunnen binnen de 15 dagen per aangetekend schrijven hun bedenkingen op de geformuleerde grieven mededelen of een hoorzitting vragen aan de raad van bestuur of aan de leden die de Raad aanwijst.

Deze hoorzitting heeft plaats binnen de 15 dagen na de vraag tot hoorzitting. De uitnodiging tot de hoorzitting wordt bij aangetekende brief medegedeeld aan de erkende kas.

Er wordt van deze hoorzitting een proces-verbaal opgemaakt. Dit proces-verbaal wordt, binnen de 15 dagen na de hoorzitting, bij aangetekende brief, aan de erkende kas meegegeeld. De erkende kas beschikt over een termijn van 15 dagen om haar opmerkingen over het proces-verbaal mede te delen.

Geen enkele intrekking van de erkenning, als bedoeld in artikel 35, kan worden genomen voor het verstrijken van de termijn voorzien in het tweede lid van dit artikel of, indien een hoorzitting gevraagd werd, binnen de 15 dagen na kennisgeving van het proces-verbaal.

Deze pleegvormen en termijnen zijn voorgeschreven op straffe van nietigheid van de intrekking van de erkenning behalve indien de niet-naleving ervan te wijten is aan de erkende kas.

Art. 39. De leden van de raad van bestuur en de directeurs of geranten van de erkende Kas die handelingen stellen of beslissingen nemen in strijd met de genomen maatregelen, zijn hoofdelijk aansprakelijk voor het nadeel dat eruit voortvlokt voor de Kas of voor derden.

Indien de N.V. NILK de maatregel in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad heeft bekendgemaakt, zijn de handelingen en beslissingen die tegen deze maatregel ingaan, nietig.

CHAPITRE III. — *De la renonciation à l'agrément*

Art. 40. Une Caisse agréée peut décider de renoncer à l'agrément dans le cas où des changements significatifs dans l'actionnariat de l'INCA S.A. seraient contraires aux intérêts syndicaux fondamentaux des actionnaires de la Caisse agréée pour autant qu'ils soient définis préalablement dans une convention d'actionnaires à intervenir entre le Holding-CGER et les Caisses agréées.

La renonciation à l'agrément est soumise aux conditions suivantes :

a) la décision de renonciation à l'agrément est prise par l'assemblée générale de la Caisse conformément aux prescriptions de l'article 70bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

b) la décision de renonciation à l'agrément doit être portée à la connaissance de l'INCA S.A. et prend effet au 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle la déclaration de renonciation à l'agrément a été effectuée. La date de prise d'effet peut, pour autant que cela soit motivé par le conseil d'administration de l'INCA S.A., être fixée à un moment plus tôt ou plus tard. Dans ce dernier cas, la renonciation à l'agrément ne peut pas entrer en vigueur plus tard que 24 mois après la déclaration. Le président du Comité de Direction de l'INCA S.A. porte cette décision à la connaissance de la Commission bancaire et financière;

c) l'exercice des droits de vote liés aux actions et titres de l'INCA S.A. en possession de la Caisse agréée qui renonce à l'agrément, est suspendu à partir du jour où la déclaration de renonciation a été effectuée, jusqu'au moment où ces actions et titres sont cédées d'une ou plusieurs entités visées à l'article 97, 3^e alinéa, 2^e de la loi du 17 juin 1991, ou en leur carence, aux autres entités visées au même article, 3^e alinéa, 1^e. Les mandats d'administrateur des représentants de la Caisse prennent fin d'office le jour où la renonciation a été portée à la connaissance de l'INCA S.A.

L'INCA S.A. et la Caisse qui souhaite renoncer conviennent des modalités d'exécution. Si l'il n'y a pas d'accord sur les modalités, le conseil d'administration de l'INCA S.A. peut prendre toute mesure en vue de la protection du Groupe Crédit Agricole ou des créanciers.

CHAPITRE IV

Disposition commune au retrait et à la renonciation

Art. 41. En cas de renonciation par une Caisse à l'agrément ou en cas de retrait de l'agrément à une Caisse par l'INCA S.A., une somme dont le montant est déterminé conformément à l'alinéa suivant du présent article est transformée au passif du bilan de la Caisse renonçante ou dont l'agrément est retiré en un emprunt subordonné, avec un intérêt annuel conforme aux conditions du marché, d'une durée de quinze années convertible à l'échéance en cas de non-remboursement, en actions ou parts sociales avec droits de vote. Cette dette subordonnée est détenue pour moitié par l'Institut national de Crédit agricole et pour l'autre moitié par les Caisses encore agréées proportionnellement à leur capital social libéré. Si plus aucune Caisse n'est agréée, la totalité de la dette subordonnée est détenue par l'INCA S.A.

Le montant qui est transformé en emprunt subordonné est le total des éléments suivants, tels qu'ils ont été comptabilisés au 31 décembre 1993 après affectation du résultat et tels que définis par la réglementation relative aux comptes annuels des établissements de crédit: les réserves, les plus-values de réévaluation, les fonds de prévoyance pour risques futurs, les bénéfices reportés et le résultat positif ou négatif reporté, après déduction de la taxe spéciale établie par l'article 1er du Code des taxes assimilées au timbre.

CHAPITRE V. — *Cessation des activités de dépôt et de crédit*

Art. 42. Une Caisse agréée peut cesser ses activités de dépôt et de crédit par une décision de l'assemblée générale prise conformément aux prescriptions de l'article 70bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et après accord du conseil d'administration de l'INCA S.A. Les dispositions du présent règlement concernant le retrait de l'agrément, de la renonciation à l'agrément ou de la liquidation ne sont pas d'application lorsque la Caisse concernée est acceptée par le conseil d'administration de l'INCA S.A. en tant que société régionale conformément aux dispositions du titre VII.

La cessation des activités de dépôt et de crédit d'une Caisse agréée ne peut pas avoir pour conséquence qu'il soit porté préjudice à la mission de l'INCA S.A. via ses Caisses agréées conformément à la loi du 17 juin 1991.

HOOFDSTUK III. — *Afstand van erkenning*

Art. 40. Een erkende kas kan afstand doen van haar erkenning in geval er zich aanzmerkelijke wijzigingen voordoen in het aandeelhouderschap van de N.V. NILK die strijdig zouden zijn met de fundamentele syndicale belangen van de aandeelhouders van de erkende kas, voor zover deze wijzigingen vooraf bepaald werden in een aandeelhoudersovereenkomst tussen de ASLK-Holding en de erkende kassen.

De afstand van erkenning is onderworpen aan de volgende voorwaarden

a) de beslissing tot afstand van erkenning wordt genomen door de algemene vergadering van de Kas overeenkomstig de voorschriften van artikel 70bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen,

b) de beslissing tot afstand van erkenning moet ter kennis gebracht worden van de N.V. NILK en heeft uitwerking op 31 december van het jaar dat volgt op het jaar waarin de kennisgeving van de afstand van erkenning is verricht. De datum van uitwerking kan, voor zover dit gemotiveerd wordt door de raad van bestuur van de N.V. NILK, op een vroeger of later tijdstip worden vastgesteld. In dit laatste geval kan de afstand van erkenning niet later in werking treden dan 24 maanden na de kennisgeving. De Voorzitter van het Directiecomité van de N.V. NILK stelt de Commissie voor het Bank- en Financieelwezen in kennis van deze beslissing;

c) de uitvoering van de stemrechten verbonden aan de aandelen en effecten van de N.V. NILK in het bezit van de erkende Kas die afstand doet van de erkenning, wordt geschorst vanaf de dag waarop de kennisgeving van de afstand aan de N.V. NILK is verricht, tot op het ogenblik waarop deze aandelen en effecten worden overgedragen aan één of meer entiteiten als bedoeld in artikel 97, derde lid, 2^e van de wet van 17 juni 1991, of bij gebrek aan deze entiteiten, aan de andere entiteiten als bedoeld in hetzelfde artikel, derde lid 1^e. De bestuursmandaten van de vertegenwoordigers van de Kas vervallen van rechtswege op de dag waarop de afstand ter kennis wordt gebracht van de N.V. NILK.

De N.V. NILK en de Kas die wenst afstand te doen spreken de uitvoeringsmodaliteiten af. Indien er geen akkoord is over deze modaliteiten kan de raad van bestuur van de N.V. NILK elke maatregel nemen ter bescherming van de belangen van de Groep Landbouwkrediet of van de schuldeisers.

HOOFDSTUK IV

Financiële gevolgen van het einde van de erkenning

Art. 41. In geval van afstand van erkenning door een Kas of van intrekking van een erkenning door de N.V. NILK, wordt een som waarvan het bedrag vastgesteld wordt overeenkomstig het volgende lid, op de passiefzijde van de balans van de afstanddoende kas of van de kas waarvan de erkenning wordt ingetrokken, omgezet in een achtergestelde lening, met een jaarlijks interestvoet conform de marktvoorwaarden, voor een duurtijd van 15 jaar, converteerbaar op de vervaldag, bij niet terugbetaling, in aandelen of deelbewijzen met stemrecht. Deze achtergestelde schuld wordt aangehouden voor de helft door de N.V. NILK en voor de helft door de nog erkende kassen, proportioneel volgens hun volgestort kapitaal. Indien er geen enkele erkende kas meer is, wordt de totaliteit van de achtergestelde schuld door de N.V. NILK aangehouden.

Het bedrag dat wordt omgezet in een achtergestelde lening is het totaal van de volgende bestanddelen, zoals zij per 31 december 1993 na de verwerking van het resultaat zijn geboekt en waarvan de omschrijving is vastgelegd door de jaarcijfersregeling voor de kredietinstellingen: de reserves, de herwaarderings-meerwaarden, de voorzorgsfondsen voor toekomstige risico's en het overgedragen positief of negatief resultaat, na aftrek van de bijzondere taks ingevoerd door artikel I van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taken.

HOOFDSTUK V. — *Stopzetting van krediet- en depositoactiviteiten*

Art. 42. De erkende Kas kan haar krediet- en depositoactiviteiten stopzetten door een beslissing van de algemene vergadering overeenkomstig de voorschriften van artikel 70bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en na akkoord van de raad van bestuur van de N.V. NILK. De bepalingen van dit reglement betreffende de intrekking van erkenning, van de afstand van erkenning of van de vereffening zijn niet toepasselijk wanneer de betrokken Kas door de raad van bestuur van de N.V. NILK wordt aanvaard als regionale vennootschap overeenkomstig de bepalingen van titel VII.

De stopzetting van de krediet- en depositoactiviteiten van een erkende Kas mag niet tot gevolg hebben dat afbreuk wordt gedaan aan de opdracht van de N.V. NILK via zijn erkende Kassen overeenkomstig de wet van 17 juni 1991.

CHAPITRE VI. — *De la liquidation d'une Caisse agréée*

Art. 43. Les statuts des Caisses agréées prévoient qu'en cas de liquidation d'une Caisse agréée, pour quelque motif que ce soit, l'actif net, après apurement du passif et remboursement du montant libéré des parts sociales, est attribué à concurrence de la moitié au moins au système de protection des dépôts visé à l'article 32 du présent règlement et réparti entre l'INCA S.A. et les autres Caisses agréées au prorata de leurs parts à ce moment dans la contribution à ce système.

L'alinéa qui précède n'est pas applicable aux fusions entre Caisses agréées. Les parts de celles-ci dans le système de protection des dépôts sont regroupées au nom de la Caisse ainsi formée.

La partie non attribuée au système de protection des dépôts est déposée sur un compte à vue bloqué à l'INCA S.A. Dans un délai d'un an maximum à dater du dépôt, cette somme ainsi que les intérêts portés en compte sont attribués, au prorata de leur total bilantaire tel qu'il en résulte de leurs comptes annuels approuvés par leur dernière Assemblée Générale respective, à l'INCA S.A. et aux Caisses agréées et inscrite à leur bilan à un compte de réserve indisponible. Cette attribution est réglée par le conseil d'administration de l'INCA S.A.

TITRE VII

Des sociétés régionales et des filiales des Caisses agréées

Art. 44. Les Caisses agréées peuvent constituer des sociétés régionales. Ces sociétés régionales qui ne peuvent recevoir des dépôts d'argent ou d'autres fonds remboursables du public, ni octroyer des crédits, ont pour objet de collecter des fonds propres au bénéfice du Groupe Crédit agricole. Les statuts des sociétés régionales prévoient que leurs engagements constituent des engagements solidaires à ceux des Caisses agréées et de l'INCA S.A.

Par exception à l'alinéa précédent, les sociétés régionales peuvent octroyer des crédits à des entreprises du Groupe Crédit agricole.

Les sociétés régionales font l'objet d'un règlement d'agrément et de contrôle établi par le conseil d'administration des Caisses agréées et approuvé par le conseil d'administration de l'INCA S.A. Ce règlement déterminera de quelle façon les sociétés régionales placent leurs liquidités auprès d'entreprises du Groupe Crédit Agricole. Les statuts des sociétés régionales comportent une clause de sauvegarde similaire à celle prévue à l'article 5 du présent règlement.

Les statuts des sociétés régionales prévoient également qu'un membre du Comité de Direction de l'INCA S.A. assiste en tant qu'observateur aux réunions du conseil d'administration et de l'Assemblée générale des sociétés régionales.

Une Caisse agréée qui cesse ses activités de dépôts et de crédits sans retrait d'agrément conformément à l'article 42, peut être acceptée par l'INCA S.A. en tant que société régionale si les conditions prévues par le présent titre sont respectées. Elle peut également continuer avec l'accord du conseil d'administration de l'INCA S.A. à gérer l'encours des crédits existants à son actif au moment de la cessation.

En cas de liquidation d'une société régionale, le solde éventuel, après paiement du passif et après remboursement aux associés du montant du capital libéré, sera versé à une caisse agréée par l'INCA S.A.

Art. 45. Les statuts de toute société filiale des Caisses agréées doivent être approuvés par le conseil d'administration de l'INCA S.A.

Un membre du Comité de Direction de l'INCA S.A. assiste en tant qu'observateur aux réunions du conseil d'administration de cette société filiale.

TITRE VIII. — *Exécution et entrée en vigueur*

CHAPITRE Ier. — Exécution et mise en œuvre du règlement

Art. 46. Le Comité de Direction de l'INCA S.A. est chargé de l'exécution du présent règlement.

Les Caisses agréées adaptent leurs statuts et leur règlement d'ordre intérieur pour les mettre en conformité avec les dispositions du présent règlement.

Le Comité de Direction de l'INCA S.A. est habilité à édicter les instructions et à exercer le contrôle permanent dont question à l'article 112, alinéa 2, c et d, de la loi du 17 juin 1991.

HOOFDSTUK VI. — *Vereffening van een erkende kas*

Art. 43. De statuten van de erkende kassen voorzien dat bij vereffening van een erkende kas, om welke reden ook, het netto-actief na aanzuivering van het passief en terugbetaling van het gestorte bedrag van de aandelen, tenminste voor de helft toegewezen wordt aan de depositobeschermingsregeling bedoeld in artikel 32 van dit reglement en verdeeld onder de N.V. NILK en de andere erkende kassen naar verhouding van hun deelnemingsquotum op dat ogenblik in de regeling.

Het vorige lid is niet van toepassing bij fusie tussen erkende kassen. Hun deelnemingsquotum in de depositobeschermingsregeling wordt alsdan gegroepeerd in naam van de aldus gevormde kas.

Het deel dat niet bestemd is voor de depositobeschermingsregeling wordt geplaatst op een geblokkeerde zichtrekening bij de N.V. NILK. Binnen een termijn van maxiznum één jaar na de plaatsing, wordt deze som evenals de verworven interessen toegekend, naar verhouding van hun balanstotaal zoals dat blijkt uit de jaarrekeningen goedgekeurd op hun respectieve laatste algemene vergadering, aan de N.V. NILK en de erkende kassen en ingeschreven op hun balans op een onbeschikbare reservekening. Deze toekenning wordt geregeld door de raad van bestuur van de N.V. NILK.

TITEL VII

Regionale vennootschappen en filialen van erkende kassen

Art. 44. De erkende Kassen mogen regionale vennootschappen oprichten. Die regionale vennootschappen, die geen gelddeposito's of andere terugbetaalbare fondsen van het publiek mogen ontvangen noch kredieten, mogen verstrekken, hebben tot doel eigen middelen in te zamelen ten voordele van de Groep Landbouwkrediet. De statuten van de regionale vennootschappen voorzien dat hun verbintenissen hoofdelijke verbintenissen vormen met deze van de erkende kassen en deze van de N.V. NILK.

In afwijking op het vorige lid, kunnen de regionale kassen kredieten toekennen aan ondernemingen van de Groep Landbouwkrediet.

De regionale vennootschappen vormen het onderwerp van een erkennings- en controlereglement opgesteld door de raad van bestuur van de erkende kassen en goedgekeurd door de raad van bestuur van de N.V. NILK. Dit reglement bepaalt de wijze waarop de regionale vennootschappen hun liquiditeiten plaatsen bij ondernemingen van de Groep Landbouwkrediet. De statuten van de regionale vennootschappen bevatten een vrij warings-clausule die gelijkaardig is aan die waarin artikel 5 van dit reglement voorziet.

De statuten van de regionale vennootschappen voorzien eveneens dat een lid van het Directiecomité van de N.V. NILK deelneemt als waarnemer aan de vergaderingen van de raad van bestuur en de algemene vergadering van de regionale vennootschappen.

Een erkende kas, die zonder intrekking van de erkenning overeenkomstig artikel 42, haar krediet- en depositoactiviteiten stopt, kan aanvaard worden door de N.V. NILK als regionale vennootschap indien aan de voorwaarden van de huidige titel voldaan is. Ze kan eveneens mits de goedkeuring van de raad van bestuur van de N.V. NILK verder gaan met het beheer van de in omloop zijnde kredieten op haar actief op het ogenblik van de stopzetting.

In geval van vereffening zal het eventueel overschot na betaling van het passief en na terugbetaling aan de vennooten van het bedrag van het gestorte kapitaal, worden gestort aan een door het NILK erkende kas.

Art. 45. De statuten van elke filiaalvennootschap van een erkende kas moeten goedgekeurd worden door de raad van bestuur van de N.V. NILK.

Een lid van het Directiecomité van de N.V. NILK neemt als waarnemer deel aan de vergaderingen van de raad van bestuur van die filiaalvennootschap.

TITEL VIII. — *Uitvoering en inwerkingtreding*

HOOFDSTUK I. — Uitvoering en inwerkingtreding van het reglement

Art. 46. Het Directiecomité van de N.V. NILK is belast met de uitvoering van dit reglement.

De erkende kassen passen hun statuten en hun huishoudelijk reglement aan om in overeenstemming te zijn met de bepalingen van dit reglement.

Het Directiecomité van de N.V. NILK is bevoegd om richtlijnen uit te vaardigen en de permanente controle uit te voeren waarvan sprake is in artikel 112, tweede lid, littera c en d, van de wet van 17 juni 1991.

Semestriellement, le Comité de Direction de l'INCA S.A. fait rapport au conseil d'administration de l'INCA S.A. sur ses activités exercées en vertu de l'article 112, alinéa 2, c et d, de la loi du 17 juin 1991.

CHAPITRE II. — Entrée en vigueur

Art. 47. Le présent règlement et ses modifications entrent en vigueur le jour de leur notification aux Caisses agréées. Par décision motivée, le conseil d'administration de l'INCA S.A. peut accorder un délai d'au maximum un an aux Caisses agréées, notamment pour leur permettre de conformer leurs statuts aux dispositions du présent règlement.

Art. 48. Sauf décision expresse en sens contraire, les Caisses agréées à la date d'entrée en vigueur du présent règlement conservent d'office leur agrément par l'INCA S.A. et sont soumises aux dispositions du présent règlement.

Art. 49. Le présent règlement abroge et remplace le règlement d'agrément et de contrôle des Caisses approuvé par le conseil d'administration de l'INCA en date du 10 septembre 1987 et modifié en son article 4 par la décision du conseil d'administration en date du 18 juillet 1991.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 6 mars 1995.

Le Ministre des Finances

Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

Het Directiecomité van de N.V. NILK brengt halfjaarlijks verslag uit bij de raad van bestuur over zijn werkzaamheid krachtens artikel 112, tweede lid, littera c en d, van de wet van 17 juni 1991.

HOOFDSTUK II. — Inwerkingtreding

Art. 47. Dit reglement en zijn wijzigingen treden in werking op de dag waarop ervan kennis wordt gegeven aan de erkende kassen. Bij gemotiveerd besluit, kan de raad van bestuur van de N.V. NILK een uitstel van maximum een jaar toekennen aan de erkende kassen, inzonderheid om hen toe te laten hun statuten aan te passen aan dit reglement.

Art. 48. Behoudens uitdrukkelijke strijdige beslissing, behouden de erkende kassen, die op de datum van inwerkingtreding van dit reglement erkend zijn, hun erkenning door de N.V. NILK en zijn ze onderworpen aan de bepalingen van dit reglement.

Art. 49. Dit reglement herroep en vervangt het reglement van erkenning en controle van de Kassen, goedgekeurd door de Raad van Beheer van het NILK op 10 september 1987 en gewijzigd, wat artikel 4 betreft, bij besluit van de raad van beheer van 18 juli 1991.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 6 maart 1995.

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

A. BOURGEOIS

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION. — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

N. 95 — 680

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

7 APRIL 1993. — Besluit van de Vlaamse regering houdende overdracht van saldi van de gesplitste kredieten (ordonnanceringskredieten) van Afdeling I van het begrotingsjaar 1992 naar Afdeling I van het begrotingsjaar 1993

De Vlaamse regering,

Gelet op de wetten op de rikscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 35;

Gelet op het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992 van 25 juni 1992, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering van 20 oktober 1992;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering tot delegatie van beslissingsbevoegdheden aan de leden van de Vlaamse regering van 20 oktober 1992;

Op voorstel van de Vlaamse Minister van Financiën en Begroting, Gezondheidsinstellingen, Welzijn en Gezin.

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. De saldi op 31 december 1992 van de gesplitste kredieten (ordonnanceringskredieten) van Afdeling I worden overgedragen naar en samengevoegd met de overeenstemmende kredieten voor het begrotingsjaar 1993 voor de onderstaande basisallocaties :

Programma	Basisallocatie	Bedrag (in frank)
02	70.02	87 177 209
94	51.01	31 163 163
	51.03	727 120
	63.02	805 090
	63.04	16 495 189
87	01.01	98 600 000
	71.06	32 426 239

Art. 2. De Vlaamse minister bevoegd voor Financiën en Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 7 april 1993.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse Minister van Financiën en Begroting,
Gezondheidsinstellingen, Welzijn en Gezin,

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER